



CHAPITRE 52

Loi de la prévention des incendies

[Sanctionnée le 18 décembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Service
institué.

1. Un service de la prévention des incendies est institué au ministère des affaires municipales; il est formé d'un directeur général de la prévention des incendies, d'un directeur général adjoint ainsi que de tous autres fonctionnaires et employés jugés nécessaires.

Nomina-
tions, etc.

2. Le directeur général, le directeur général adjoint ainsi que les fonctionnaires et employés de son service sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14).

Fonctions
du
directeur
général.

3. Le directeur général a pour fonction de favoriser, sous l'autorité du ministre des affaires municipales, la prévention des incendies dans le Québec.

Idem.

Il doit à cette fin, soit lui-même, soit par l'entremise de tout fonctionnaire ou employé de son service qu'il désigne,

a) recueillir auprès des ministères et organismes du gouvernement ainsi que des municipalités, les renseignements disponibles concernant leurs politiques, leurs programmes, leurs projets et leurs réalisations en matière de protection contre les incendies;

b) pourvoir à l'établissement d'un service central de renseignements et de

CHAPTER 52

Fire Prevention Act

[Assented to 18th of December 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A fire prevention branch is established in the Department of Municipal Affairs; it shall consist of a Director General of Fire Prevention, an assistant director general and such other functionaries and employees as are deemed necessary.

Branch
estab-
lished.

2. The Director General, the assistant director general and the functionaries and employees of his branch shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14).

Appoint-
ments,
etc.

3. The duties of the Director General shall be to promote, under the authority of the Minister of Municipal Affairs, fire prevention in the province of Québec.

Duties of
Director
General.

For such purpose he shall, either personally or through any functionary or employee of his branch whom he designates,

Idem.

(a) collect from the government departments and bodies, and from municipalities, the available information respecting their policies, programs, projects and achievements in matters of fire protection;

(b) provide for the establishment of a central information and statistics service

statistiques concernant la protection et la lutte contre les incendies et au maintien de ce service à la disposition des municipalités et de tout autre intéressé;

c) organiser un service de recherches pour améliorer les méthodes de protection et de lutte contre les incendies;

d) visiter les municipalités, et les conseiller en matière de protection et de lutte contre les incendies;

e) donner son avis aux divers ministères et organismes du gouvernement sur les problèmes de protection et de lutte contre les incendies;

f) pourvoir à la diffusion de renseignements et de conseils à l'adresse du public en général sur les moyens de prévenir les incendies;

g) favoriser la formation d'associations dont l'objet est de promouvoir la prévention des incendies.

Cours de formation, etc.

Il peut aussi offrir des cours de formation et de perfectionnement, en matière de protection et de lutte contre les incendies, aux membres de toute brigade de pompiers ainsi qu'aux personnes qui se préparent à en devenir membres.

Réglementation.

4. Le ministre des affaires municipales peut, par règlement adopté sur la recommandation du directeur général :

a) déterminer les programmes de formation et de perfectionnement en matière de prévention des incendies qui doivent être suivis dans les écoles établies par les municipalités pour les membres de leurs brigades de pompiers et les personnes qui désirent en devenir membres;

b) sous réserve des dispositions de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 149), prescrire les mesures minimales de protection contre les incendies qui doivent être prises par les propriétaires et occupants de bâtiments dans les catégories qu'il désigne, y compris les dispositifs d'avertissement, de protection et de lutte contre l'incendie qui doivent y être installés et leurs caractéristiques, déterminer les mesures qui doivent être prises pour maintenir ces dispositifs en bon état en tout temps et les essais qu'ils doivent subir;

c) prescrire les normes minimales d'efficacité des dispositifs d'avertissement, de

respecting fire protection and fire-fighting and for the keeping of such service at the disposal of the municipalities and of any others interested;

(c) organize a research service to improve methods of fire protection and fire-fighting;

(d) visit municipalities and advise them in matters of fire protection and fire-fighting;

(e) give his opinion to the various government departments and bodies on the problems of fire protection and fire-fighting;

(f) provide for the diffusion of information and advice to the public generally on the means of preventing fires;

(g) further the formation of associations whose object is to promote fire prevention.

He may also offer training and improvement courses in matters of fire protection and fire-fighting to members of any fire-brigade and to persons who are preparing to become members thereof.

Training courses, etc.

4. The Minister of Municipal Affairs, by regulation made upon the recommendation of the Director General, may:

(a) determine the training and improvement programs in matters of fire prevention to be given in the schools established by municipalities for the members of their fire-brigades and the persons who wish to become members thereof;

(b) subject to the provisions of the Public Buildings Safety Act (Revised Statutes, 1964, chapter 149), prescribe the minimum measures of fire protection which must be taken by the owners and occupants of buildings in the categories which he designates, including appliances for fire-alarms, fire protection and fire-fighting which must be installed therein and their characteristics, determine the steps to be taken for keeping such appliances in good condition at all times and the tests they must undergo;

(c) prescribe the minimum standards of efficiency for appliances for fire-alarms,

Regulations.

protection et de lutte contre les incendies qui peuvent être fabriqués, vendus ou autrement mis en circulation au Québec, les caractéristiques qu'ils doivent avoir et les notices qui doivent les accompagner, et prohiber la fabrication, la vente et la mise en circulation des dispositifs qui ne sont pas conformes à ces normes;

d) sous réserve des dispositions de la Loi de la manutention de la gasoline (Statuts refondus, 1964, chapitre 75), et de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 149) déterminer les normes minimales de sécurité suivant lesquelles doivent être transportées, gardées et entreposées les matières inflammables;

e) déterminer la forme et la teneur des avis et des rapports que la présente loi ou les règlements adoptés sous son autorité autorisent le directeur général à exiger, et le délai dans lequel ces avis et rapports doivent lui être fournis.

Publica-
tion des
règle-
ments.

Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et dans au moins un journal quotidien publié en langue française et un journal quotidien publié en langue anglaise, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant la publication, ils seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Approba-
tion.

S'ils reçoivent cette approbation, ils sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et entrent en vigueur le jour de leur publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée pour cette fin.

Effet
nonob-
stant la
charte,
etc.

Ils ont effet nonobstant toute disposition inconciliable de la charte ou des règlements d'une municipalité.

Avis d'in-
cendie ou
d'explo-
sion.

5. Le directeur ou chef de la brigade de pompiers de toute municipalité dans laquelle un incendie ou une explosion a détruit ou endommagé un bâtiment, ou la personne qui dirige, dans cette municipalité, le service de protection contre les incendies ou, s'il n'existe pas dans la municipalité un tel chef ou une telle personne, le secrétaire-trésorier ou le greffier de la municipalité, doit, le plus tôt possible donner avis de cet incendie ou de cette explosion au directeur général.

fire protection and fire-fighting which may be manufactured, sold or otherwise distributed in the province of Québec, their characteristics and the notices which must accompany the same, and prohibit the manufacture, sale and distribution of appliances that are not in conformity with such standards;

(d) subject to the provisions of the Gasoline Handling Act (Revised Statutes, 1964, chapter 75), and of the Public Buildings Safety Act (Revised Statutes, 1964, chapter 149), determine the minimum standards of safety under which inflammable substances must be transported, kept and stored;

(e) determine the form and tenor of the notices and of the returns which the Director General may require under this act or the regulations made thereunder, and the delay within which such notices and returns must be furnished to him.

Such regulations shall be published in the *Québec Official Gazette* and in at least one daily newspaper published in the French language and one daily newspaper published in the English language, with a notice that at the expiration of thirty days following the publication, they will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

Publica-
tion of
regula-
tions.

If they receive such approval, they shall be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force on the day of their publication or on such later date as is fixed therein for such purpose.

Approval.

They shall have effect notwithstanding any inconsistent provision of the charter or by-laws of a municipality.

Effect
notwith-
standing
charter,
etc.

5. The director or chief of the fire-brigade of any municipality in which a fire or explosion has destroyed or damaged a building, or the person in charge of the fire protection service in such municipality or, if there is no such chief or person in the municipality, the secretary-treasurer or clerk of the municipality, shall give notice as soon as possible of such fire or explosion to the Director General.

Notice of
fire or
explosion.

Droit
d'entrer
et inves-
tigation.

6. Le directeur général peut, sous réserve des pouvoirs conférés par la Loi des enquêtes sur les incendies (17 Elizabeth II, chapitre 16), à tout commissaire-enquêteur sur les incendies ayant compétence, entrer, à toute heure raisonnable du jour, dans tout immeuble, privé ou public, pour assurer l'exécution de la présente loi et des règlements qui sont adoptés sous son autorité et faire une investigation sur tout incendie et toute explosion qui a détruit ou endommagé un bâtiment, en vue d'examiner les moyens pris pour prévenir et combattre cet incendie ou cette explosion. Il peut aussi déléguer ce pouvoir, par écrit, à toute personne qu'il désigne pour le territoire qu'il indique.

Agent de
la paix
d'office.

Pour les fins de toute investigation, le directeur général ou toute personne à qui il a délégué ses pouvoirs, sont d'office agents de la paix.

Rensei-
gnements
sur incen-
dies, etc.

7. Le directeur général peut, à la suite d'un incendie ou à la suite d'une explosion qui a détruit ou endommagé un bâtiment, obliger toute compagnie d'assurance contre le feu faisant affaires dans le Québec, tout agent de réclamations, tout chef d'une brigade de pompiers, tout secrétaire-trésorier ou greffier d'une municipalité, ainsi que toute personne qui encourt une perte par suite d'un tel incendie ou d'une telle explosion, à lui communiquer les constatations que ces personnes ou leurs représentants ou employés ont faites à l'occasion d'un tel incendie ou d'une telle explosion, et les renseignements qu'elles possèdent relativement à cet incendie ou cette explosion, à leurs causes, à la nature et à l'étendue des dommages.

Rapport
des cics
d'assu-
rance.

Il peut également requérir de toute compagnie d'assurance contre le feu faisant affaires dans le Québec, un rapport sur les polices d'assurance en vigueur sur tout bâtiment incendié ou détruit ou endommagé par une explosion. Un tel rapport doit contenir tous les renseignements qui sont prévus par les règlements adoptés en vertu de la présente loi.

Répara-
tion, etc.
de bâti-
ment dan-
gereux.

8. Lorsqu'un bâtiment est dans un état tel que les risques d'incendie ou d'explosion qu'il présente ou les suites

6. The Director General, subject to the powers conferred upon any competent fire investigation commissioner by the Fire Investigations Act (17 Elizabeth II, chapter 16), may enter, at any reasonable hour of the day, any immovable, private or public, to ensure the carrying out of this act and the regulations made thereunder, and make an investigation into any fire or explosion which has destroyed or damaged a building, in order to examine the measures taken to prevent and fight such fire or explosion. He may also delegate such power, in writing, to any person whom he designates for the territory indicated by him.

Right of
entry and
investi-
gation.

For the purposes of any investigation, the Director General or any person to whom he has delegated his powers, shall be *ex officio* a peace officer.

Peace
officer
ex officio.

7. The Director General may, following a fire or explosion which has destroyed or damaged a building, compel any fire insurance company doing business in the province of Québec, any claims adjuster, chief of a fire-brigade, secretary-treasurer or clerk of a municipality, and any person who incurs a loss in consequence of such a fire or explosion, to communicate to him the findings that such persons or their representatives or employees have made on the occasion of such fire or explosion, and the information which they have respecting such fire or explosion, the causes thereof and the nature and extent of the damages.

Informa-
tion re-
specting
fire, etc.

He may also require of any fire insurance company doing business in the province of Québec a report on the insurance policies in force respecting any building that has been burnt, or destroyed or damaged by an explosion. Such report must contain all the information provided for by the regulations made under this act.

Report by
insurance
com-
panies.

8. When a building is in such a condition that the risks of fire or explosion that it presents or the consequences of a

Repair,
etc., of
damaged
buildings.

d'un incendie qu'il a subi ou d'une explosion qui l'a détruit ou endommagé mettent en danger des personnes ou des biens, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où est situé ce bâtiment peut, sur requête du directeur général présentée même en cours d'instance, enjoindre au propriétaire du bâtiment ou à toute autre personne qui en a la garde d'exécuter les travaux requis pour assurer la sécurité de telles personnes ou de tels biens ou, s'il n'existe pas d'autre remède utile, et si le propriétaire a été mis en cause, de procéder à la démolition du bâtiment dans le délai qu'il fixe, et ordonner qu'à défaut de ce faire dans ce délai, le directeur général pourra exécuter ces travaux ou procéder à cette démolition aux frais du propriétaire du bâtiment.

Urgence
exceptionnelle.

En cas d'urgence exceptionnelle, le juge peut autoriser le directeur général à exécuter ces travaux ou à procéder à cette démolition sur-le-champ et le directeur général peut en réclamer le coût du propriétaire.

Propriétaire inconnu, etc.

Lorsque le propriétaire du bâtiment ou la personne qui a la garde du bâtiment est inconnu, introuvable ou incertain, le juge peut autoriser le directeur général à exécuter les travaux ou à procéder à la démolition sur-le-champ et le directeur général peut en réclamer le coût du propriétaire du bâtiment s'il vient à le connaître ou à le trouver.

Ordre d'évacuation.

Le juge peut aussi dans tous les cas, enjoindre aux personnes qui habitent le bâtiment de l'évacuer dans le délai qu'il fixe.

Procédure.

La requête doit être signifiée de la manière prescrite par le juge à moins qu'il ne dispense de toute signification; elle est instruite et jugée d'urgence; le juge peut, lors de la présentation de la requête, permettre aux parties de produire une contestation écrite dans le délai qu'il détermine et fixer une date pour l'enquête et l'audition; il peut aussi requérir toute preuve qu'il estime nécessaire.

fire that it has sustained or of an explosion which has destroyed or damaged it endanger persons or property, a judge of the Superior Court sitting in the district where such building is situated may, upon motion by the Director General presented even during a suit, order the owner of the building or any other person in charge thereof to perform the works necessary to ensure the safety of such persons or property or, if there is no other effective remedy, and if the owner has been impleaded, to demolish the building within such delay as he fixes, and order that on failure to do so within such delay, the Director General may perform such works or effect such demolition at the expense of the owner of the building.

In case of exceptional urgency, the judge may authorize the Director General to perform such works or effect such demolition forthwith, and the Director General may claim the cost thereof from the owner.

Urgent cases.

When the owner of the building or the person in charge thereof is unknown or of doubtful identity or cannot be found, the judge may authorize the Director General to perform the works or effect the demolition forthwith, and the Director General may claim the cost thereof from the owner of the building if he identifies or finds him.

Unknown owner, etc.

The judge may also in all cases order the persons who inhabit the building to vacate the same within such delay as he fixes.

Order to vacate.

The motion shall be served in the manner prescribed by the judge unless he dispenses with service; it shall be heard and decided by preference; when it is presented, the judge may authorize the parties to file a written contestation within such delay as he determines and fix a date for proof and hearing; he may also require any evidence that he deems necessary.

Procedure.

Infraction et peine.

9. Quiconque entrave ou tente d'entraver une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire, lui fournit sciemment des renseignements inexacts, la trompe par une fausse déclaration, refuse de lui donner un ren-

9. Any person who hinders or attempts to hinder a person doing anything that he is obliged or authorized by this act to do, knowingly gives him incorrect information, misleads him by a false declaration, refuses to give him infor-

Offence and penalty.

seignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu de la présente loi ou des règlements, refuse ou néglige d'obéir à un ordre que la présente loi ou les règlements l'autorisent à donner, ou contrevient à la présente loi ou aux règlements adoptés en vertu de la présente loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinquante et d'au plus deux cents dollars pour une première infraction, et au cas de récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins cent et d'au plus mille dollars.

Disposi-
tions
applica-
bles.
Subven-
tions.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

10. Le ministre des affaires municipales peut accorder à toute municipalité des subventions pour l'aider à prévenir et combattre les incendies; les sommes requises pour le paiement de ces subventions sont prises à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

Applica-
tion de la
loi.

11. Le ministre des affaires municipales est chargé de l'application de la présente loi.

S.R., c.
187, remp.

12. La présente loi remplace la Loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1964, chapitre 187).

Entrée en
vigueur,
(1er mars
1969).

13. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

mation which he is entitled to obtain under this act or the regulations, refuses or neglects to obey an order which he is authorized to give by this act or the regulations, or contravenes this act or the regulations made thereunder, is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, in addition to the payment of the costs, to a fine of not less than fifty nor more than two hundred dollars for the first offence, and in case of a subsequent offence within two years to a fine of not less than one hundred nor more than one thousand dollars.

Part II of the Summary Convictions Act shall apply. Provisions to apply.

10. The Minister of Municipal Affairs may grant subsidies to any municipality to assist it in preventing and fighting fires; the sums required for payment of such subsidies shall be taken out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature. Subsidies.

11. The Minister of Municipal Affairs shall have charge of the carrying out of this act. Carrying out of act.

12. This act replaces the Fire Prevention Act (Revised Statutes, 1964, chapter 187). R.S., c. 187, replaced.

13. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming into force, (March 1st 1969).